



ARRETE MUNICIPAL N° AM 2025- 218

PORTANT PROLONGATION DE LA PERMISSION DE VOIRIE ET REGLEMENTANT DE MANIERE PROVISoire LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION ROUTE D'ANTONY

Le Maire de la Commune de Wissous (Essonne),

Vu le Code General des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code Pénal et notamment son article R 610.5 relatif à la circulation ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrête interministériel du 6 novembre 1962, complétée et modifiée ;

Vu l'arrêté municipal n° AM 2025-185 du 14 octobre 2025 portant permission de voirie pour des travaux de renouvellement de canalisation AEP ;

Considérant la demande de prolongation émise par la société SADE CGTH en date du 5 décembre 2025, concernant des travaux de renouvellement de canalisation AEP, route d'Antony, jusqu'au 19 décembre 2025 ;

Il y a lieu par conséquent de prolonger les conditions d'occupation du domaine public en délivrant une permission de voirie, et en réglementant de manière provisoire le stationnement et la circulation, aux lieux des travaux, route d'Antony.

ARRETE

Article 1^{er} : Les dispositions de l'arrêté municipal n° AM 2025-185 du 14 octobre 2025, sont prolongées. Le bénéficiaire, la société SADE CGTH, est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux de sa demande jusqu'au vendredi 19 décembre 2025 :

- Travaux de renouvellement de canalisation AEP, sur le domaine public, route d'Antony

Article 2 : Toutes les dispositions édictées dans l'arrêté municipal n° AM 2025-185, sont maintenues, et prolongées jusqu'au vendredi 19 décembre 2025.

Article 1 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

Article 3 : En application des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, les personnes qui s'estiment fondées à contester la présente décision, disposent, pour en demander l'annulation, d'un délai de deux (2) mois à compter de sa date de publication :

- soit par recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Wissous ;
- soit par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, situé 56 avenue de Saint Cloud à VERSAILLES (78 000). La requête peut être envoyée de manière dématérialisée via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, adressée par courrier postal, ou déposée directement au greffe.

L'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date du dépôt du recours, vaut décision implicite de rejet.

Ces délais de recours ne font pas obstacle à l'exécution de la décision.

Article 4 : Monsieur le Commissaire de Police et le service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de la circonscription de Police Massy Palaiseau
- La Police Municipale de Wissous
- Les Services Techniques Municipaux
- La société SADE CGTH
- La communauté d'agglomération Paris Saclay
- SEDIF
- RATP lignes 297 et 319
- RATP cap ligne 401
- Le CD 91

Wissous, le 5 décembre 2025



Cyrille TELMAN
Maire de Wissous